

# Sommaire

## Actualités du MMAISP

**Le ministre Moussa Sanogo a pris une importante décision**

Soir Info - vendredi 04 octobre 2019

**Vers un raccordement des outils numériques au portail "miliè"**

L'Expression - vendredi 04 octobre 2019

**« Ahoussou, Amédé, Bandaman, Goudou, JCK, êtes-vous d'accord avec ce qui est infligé de façon injuste à Mangoua ? »**

afriksoir.net - vendredi 04 octobre 2019

## Fonctionnaires

**Les pouvoirs disciplinaires des ministres renforcés**

L'Expression - vendredi 04 octobre 2019

**Des résultats d'entrée à l'Ena disponibles**

L'Inter - vendredi 04 octobre 2019

## Politique

**Le Premier ministre appelle au vivre ensemble**

Le Patriote - samedi 05 octobre 2019

**Soro s'en prend au pouvoir Ouattara**

Soir Info - samedi 05 octobre 2019

**Des membres du gouvernement découvrent les richesses du Salon**

Fraternité Matin - samedi 05 octobre 2019

**Que devient la mission de boycott du PDCI auprès de la CADHP ?**

Le Matin - samedi 05 octobre 2019

## Conjoncture économique et sociale

**Le volume des échanges commerciaux encore faible**

L'Inter - samedi 05 octobre 2019

**Un réseau de 750 experts pour relever le défi de la compétitivité**

Le Patriote - samedi 05 octobre 2019

**La première cabine d'onco-esthétique de l'Afrique subsaharienne ouverte**

Soir Info - samedi 05 octobre 2019

**Promouvoir les entreprises par le digital**

Le Matin - samedi 05 octobre 2019



Pour répondre à tous les besoins et préoccupations des usagers en quête d'information

## Le ministre Moussa Sanogo a pris une importante décision



*Le ministre Moussa Sanogo et sa collègue Goudou Raymonde Coffie, d'accord pour la promotion de Milliê (Ph. DR)*

aspirations et des attentes de l'utilisateur. Elle a saisi l'occasion pour révéler que ce portail a déjà permis de traiter plus de 800 requêtes des usagers clients de l'administration ivoirienne, depuis son lancement, le 7 février 2019, par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly.

**HERMANCE K-N**

Les outils digitaux au sein des services du ministère auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (Celiopie, e-impôt...) seront très prochainement raccordés au portail du citoyen << Milliê >>, mis en place par le ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public. C'est la promesse faite par le ministre Moussa Sanogo, patron du ministère en charge du Budget et du Portefeuille de l'État, le mercredi 2 octobre 2019, à Abidjan, à la suite d'une présentation du portail. Selon M. Sanogo, qui s'est réjoui de la création de cet outil, cet instrument est important parce que le gouvernement ivoirien veut innover; pour faciliter la tâche aux usagers, dans le cadre de leurs démarches administratives et le règlement de leurs obligations fiscales. «Nous sommes venus mettre à la disposition du ministère, les outils qui sont à notre possession, et qui devraient permettre d'avoir des relations avec le citoyen. Dans un souci de rationalisation, nous voulons que l'ensemble de ces outils soient rattachés à «Milliê ,>> et que le citoyen ait la panoplie d'informations que l'État offre au citoyen», a-t-il argumenté. Tout en saluant la promesse faite par son collègue, la ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Goudou Raymonde Coffie, a indiqué qu'en plus de la vulgarisation du portail que cette action permettra auprès des populations ivoiriennes, il faut retenir que l'outil assurera une optimisation de la qualité ainsi que la transparence et l'efficacité du service public. Ce, selon la volonté du gouvernement. Mme Coffie a également fait savoir qu'il s'agit de développer un système unifié et intégré, pour la gestion des requêtes, à la hauteur des



Budget et Portefeuille de l'Etat

## Vers un raccordement des outils numériques au portail "miliê"



*Goudou Raymonde Coffie salue la promesse de son collègue Moussa Sanogo. Ph : DR*

requêtes a la hauteur des aspirations et des attentes de l'utilisateur.

ISAAC K.

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, a promis ce mercredi, de raccorder les outils numériques au sein de ses services (CELIOPE, E-impôt...) au portail du citoyen "Miliê", mis en place par le ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public. A la suite d'une présentation du portail, le ministre Moussa Sanogo s'est dit satisfait de cet outil qui permettra de répondre à tous les besoins et préoccupations des usagers en quête d'information. Ce portail lancé le 7 février dernier par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et qui a déjà permis de traiter plus de 800 requêtes des usagers clients de l'administration ivoirienne. « Nous sommes venus mettre à la disposition du ministère les outils qui sont à notre possession et qui devraient permettre d'avoir des relations avec le citoyen. Dans un souci de rationalisation, nous voulons que l'ensemble de ces outils soient rattachés à «Miliê» et que le citoyen ait la panoplie d'information qu'offre l'Etat au citoyen», a détaillé Moussa Sanogo. Pour lui, cette innovation facilitera la tâche aux usagers pour les démarches administratives et le règlement des obligations fiscales. Le ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Goudou Raymonde Coffre, a salué cette promesse de son collègue qui, non seulement permettra de vulgariser le portail «Miliê» auprès de tous les citoyens, mais de recueillir et traiter les préoccupations des citoyens. Elle a précisé que la création du portail du citoyen répond au souci du gouvernement d'optimiser la qualité du service public, de satisfaire au mieux les citoyens, de garantir la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans l'action administrative. Ce portail apparaît; a-t-elle développé, comme un outil de gestion dématérialisée de la relation entre l'Administration et le citoyen. Il vise également à développer un système unifié et intégré pour la gestion des

Jacques Mangoua, président de la région du Gbêkê a été condamné ce jeudi 3 octobre. Peine lourde, estime des professionnels du droit.

## « Ahoussou, Amédé, Bandaman, Goudou, JCK, êtes-vous d'accord avec ce qui est infligé de façon injuste à Mangoua ? »



Jacques Mangoua, président de la région du Gbêkê a été condamné ce jeudi 3 octobre. Peine lourde, estime des professionnels du droit. Cinq ans de prison ferme. Cinq millions d'amende. Cinq ans de privation. Que retenir dans cette affaire qui a conduit le vice-président du PDCI au cachot ?

Pour nous les profanes du droit, voilà ce que nous retenons: » Mangoua est à Abidjan. Dans sa maison du village, quelqu'un y dépose munitions et armes. Son gardien découvre au réveil. Il informe son patron, Jacques Mangoua. Ce dernier informe à son tour la gendarmerie et porte plainte contre X dans l'espoir que nos nombreuses cellules d'enquêtes puissent faire la lumière sur cette affaire. Le procureur Braman dit que c'est Mangoua qui a déposé les armes et munitions devant sa maison ».

Voilà ainsi résumé l'affaire Jacques Mangoua. Mais en réalité, en Côte d'Ivoire, tout le monde sait pourquoi on veut casser du Mangoua. Leader respecté et respectable : Mangoua confirme ! Déjà sous le régime de Laurent Gbagbo, l'ancien président, Jacques Mangoua s'est fait élire président du conseil général du département de Béoumi, d'où il est originaire. De cette position, il impulse le développement dans ce vaste département de la région du Gbêkê. Et affirme son leadership.

En 2018, à la faveur des élections locales, Jacques Mangoua se porte candidat pour le compte de son parti, le PDCI pour

diriger la grande région du Gbêkê. Nous sommes dans un contexte marquée par le divorce entre les ex-alliés, le PDCI et le RDR. Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara ne regardent plus dans la même direction. La mise en place du parti unifié RHDP a fait voler en éclat, la camaraderie de façade dans laquelle les deux hommes se sont inscrites quelques années plutôt. Le parti d'Alassane Ouattara positionne un ministre de la République comme candidat dans le Gbêkê. Un ancien du PDCI. Il s'appelle Jean-Claude Kouassi. Avec lui, deux autres ministres issus de la région font campagne. Sidi Touré et Amadou Koné. Jacques Mangoua s'investit également sur le terrain.

L'on raconte qu'il n'a même pas produit de gadget pour cette campagne. Au terme de cette élection qui s'est passée en octobre 2018, Jacques Mangoua, tel un attaquant virevoltant, réussit à surclasser les trois défenseurs du RHDP dans le Gbêkê. Dans un environnement électoral peu favorable au PDCI d'Henri Konan Bédié. Ça fait mal. Il faut casser du Mangoua. De deux choses l'une. Soit, il faut casser du Mangoua qui a osé humilier, en battant trois ministres de la République, le RHDP dans la région du Gbêkê, soit, il faut l'affaiblir pour faire monter en puissance, certains cadres natifs de la région, qui ont rejoint le RHDP et qui ne percent plus dans cette région du pays, considérée comme un bastion du parti septuagénaire, le PDCI.

Ainsi, les Jeannot Ahoussou-Kouadio, Jean Claude Kouassi, ou encore Raymonde Goudou-Coffie, Amédé Kouakou, Maurice Bandaman auraient la voie libre. Pour cela aussi, il faut casser du Mangoua. Apparemment, dans cette volonté de casser du Mangoua, l'on s'y est mal pris. On en a rajouté à sa popularité. Et pour cause : pour la première fois en Côte d'Ivoire (sauf si j'ignore des cas passés), des têtes couronnées se sont mobilisées pour assister à un procès. Comme pour dire, entre Mangoua et nous, c'est ton pied mon pied.

Cette mobilisation spontanée de jeunes, femmes et hommes, a sans doute troublé la sérénité apparente que le pouvoir RHDP voulait montrer, car il a sorti des avions de guerre. L'on enregistre aussi un mort par balles selon

plusieurs témoins de ces manifestations. Pour un ancien militant du PDCI, désormais cadre du RHDP de Bouaké, qui analyse cette affaire Jacques Mangoua, » cela n'honore pas le jeu politique. Nous sommes en train de rendre Mangoua plus fort que jamais ».

Puis de s'interroger, « comment les Ahoussou, Jean-Claude Kouassi et Louis Abonouan se sentent avec un tel montage grossier contre un frère ? ». Trop tard, Jeannot Ahoussou-Kouadio et les autres sont déjà partis du PDCI. Désormais, ils épousent une nouvelle idéologie. Avec tout ce que cela implique. Une chose est certaine, dans ce dossier Mangoua où a triomphé la présomption de culpabilité, les yeux des natifs du Grand Centre sont fixés sur les cadres natifs de cette même région et qui militent ou flirtent avec le RHDP. La question de conscience qui leur serait posée dans leurs localités respectives sera sans doute constante : « êtes-vous d'accord avec ce qui est infligé de façon injuste à Mangoua ? »

**JULES CLAVER AKA**



Forces paramilitaires

# Les pouvoirs disciplinaires des ministres renforcés



Le ministre Issa Coulibaly était devant le Sénat ivoirien. Photo : DR

Côte d'Ivoire. Ce passage du ministre Issa Coulibaly devant le Sénat intervient en deuxième adoption après celle de l'Assemblée nationale le 23 juillet 2019.

**NAPARGALÉ MARIE**

Le ministre de la Fonction publique, le Général Issa Coulibaly était mercredi, devant la Commission des affaires générales, institutionnelles et des collectivités territoriales du Sénat ivoirien, pour défendre l'ordonnance n°2018-517 du 30 mai 2018. Une ordonnance relative au pouvoir disciplinaire des ministres chargés de la Douane, des Eaux et forêts, des Affaires maritimes et Portuaires ainsi que des Services pénitentiaires. C'est à l'unanimité que cette ordonnance qui vise à renforcer la discipline au sein des forces paramilitaires, a été adoptée par les 15 membres présents de cette Commission du Sénat. Dans ses propos liminaires, l'émissaire du gouvernement a insisté sur la nécessité d'instaurer une plus grande célérité dans la prise de sanctions face aux manquements graves à la discipline et aux infractions pénales dont se rendent coupables, certains fonctionnaires relevant des corps paramilitaires, en l'occurrence les agents des Eaux et forêts, de la Douane, des Affaires maritimes et Portuaires ainsi que des Services pénitentiaires. Le Général Issa Coulibaly a ajouté que cette ordonnance permettra de renforcer les pouvoirs disciplinaires des ministres techniques de ces corps paramilitaires qui pourront désormais infliger des sanctions de second degré allant du relèvement de fonction à l'exclusion temporaire et à la révocation. Après quelques précisions et éclairages faites par l'émissaire du gouvernement suite aux observations des groupes Parlementaires Pdc-Rda et Rhdp, le projet d'ordonnance a été adopté, à l'unanimité, en Commission. Le ministre de la Fonction publique qui place de grands espoirs quant à la ratification de cette ordonnance a adressé ses remerciements aux membres du Sénat pour leur disponibilité à œuvrer pour donner au gouvernement les leviers nécessaires pour le Développement Durable de la



# Des résultats d'entrée à l'Ena disponibles

Les résultats d'admissibilité du concours professionnel d'entrée à l'École nationale d'administration [Ena] en 2020 sont disponibles. Ces résultats peuvent être consultés sur le site web: [www.ena.ci](http://www.ena.ci) et sur le tableau d'affichage de l'établissement. Les épreuves écrites se dérouleront du lundi 7 au mercredi 9 octobre 2019. Par ailleurs, les candidats admissibles sont invités à une réunion d'information aujourd'hui, vendredi 4 octobre 2019, à 11h, à l'amphithéâtre Laurent Gbagbo de l'Ena.

VISITE DE TRAVAIL DANS LE CAVALLY ET LE GUÉMON/DEPUIS TOULEPLEU /  
Une mobilisation record. La place Alassane Ouattara de Toulepleu a refusé du monde, hier

## Le Premier ministre appelle au vivre ensemble



Les populations de Toulepleu sont sorties massivement pour accueillir le Premier ministre. (Ph. DR)

Une mobilisation record. La place Alassane Ouattara de Toulepleu a refusé du monde, hier. Hommes, femmes, jeunes, enfants, autorités administratives politiques, militaires et traditionnelles sont venus, en masse, écouter l'émissaire du chef de l'Etat et lui témoigner leur gratitude et reconnaissance pour toutes les actions de développement menées dans le Cavally et à Toulepleu en particulier. Le Premier ministre a rassuré les populations et annoncé de grands chantiers non sans revenir sur les actions du gouvernement dans la région. « Le Cavally comme toutes les régions fait partie intégrante des vastes projets de développement et sociaux entrepris. Il a, à ce titre, bénéficié d'importants projets d'investissement pour renforcer les infrastructures de base de la région », a indiqué Amadou Gon Coulibaly. Ainsi, dans le secteur de la défense et de la sécurité, ce sont 4 brigades et caserne (Guiglo, Bloléquin, Toulepleu et Taï) qui ont été équipées depuis 2011 pour un coût d'environ 6 milliards de francs. En ce qui concerne l'électrification, 25 localités ont été électrifiées à Bloléquin, 29 à Guiglo, où le chef du gouvernement a lancé jeudi 03 octobre dernier les travaux d'extension de l'électricité dans 8 quartiers de Guiglo. Ce qui permettra, selon lui, de desservir 35 000 ménages dans le département. Dans localité de Taï, 14 localités ont été électrifiées et 40 à Toulepleu. Dans le domaine de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, a révélé le Premier ministre, 578 classes ont été construites, quand 5 collèges ont été ouverts dans la Drenet-fp de Guiglo. Dans le domaine des infrastructures routières, les efforts d'amélioration des conditions de circulation, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, se poursuivent. S'agissant

des routes bitumées, les travaux de bitumage de l'axe Bloléquin-Toulepleu-Liberia long de 65 Km pour un montant de 30 milliards de francs sont presque achevés. « Nous venons de l'emprunter et nous savons que d'ici avril 2020 cette route sera ouverte à la circulation. De Bloléquin, on viendra sur du goudron à Toulepleu », a rassuré Amadou Gon Coulibaly, avant d'ajouter que des instructions seront données au ministre de l'Equipement pour que l'axe Guiglo-Bloléquin soit elle aussi réhabilitée. Ensuite, le Premier ministre a révélé que les programmes d'entretien routiers sur la période 2011-2019, ont permis le reprofilage de 645 km de routes dans le Cavally. Il a promis que ces efforts vont se poursuivre cette année pour faciliter le déplacement des populations. Et cela, pour le bon développement économique des activités dans cette zone dont le potentiel n'est plus à prouver. Ainsi, les travaux de reprofilage de 644 km de routes en terre sont en cours dans cette région. « Je suis heureux de vous annoncer que le bitumage de la route Toulepleu-ZouanHounien longue de 45 km pour un coût de 24 milliards 100 millions financé la BAD va bientôt démarrer. Au plus tard début 2020, les travaux de la route Toulepleu-ZouanHounien vont démarrer », a affirmé le Premier ministre. Ces travaux de renforcement devraient concerner, a-t-il précisé, en 2020 l'axe DananéZouanHounien long de 46 km d'un coût de 19 milliards de francs CFA, également la route Guiglo-Duékoué-Bloléquin long de 90 km pour un montant de 47 milliards de francs. Et Amadou Gon Coulibaly de renchérir : « Tenez-vous bien que le gouvernement va à nouveau connecter au réseau électrique 32 nouveaux villages dans la région dont 9 à Toulepleu, 13 à Taï, 7 à Guiglo et 3 à Bloléquin. Oui la région du Cavally à l'instar des autres régions du pays est pleinement engagée dans le train de l'émergence et continuera de bénéficier de l'attention du gouvernement et du président de la République», a souligné le Premier ministre. Bien entendu, le collaborateur du chef de l'Etat n'a pas occulté la situation sociopolitique du pays. Il a exhorté les populations du Cavally à œuvrer pour la paix et la cohésion sociale. De même, il a plaidé pour le respect des institutions de la République. « Nous devons vivre ensemble et avancer main dans la main pour notre pays. Chers frères et sœurs du Cavally, cultivez les valeurs de tolérance, de dialogue, de fraternité et de solidarité autour du président Alassane Ouattara. C'est ensemble que nous réussirons autour du président Alassane Ouattara à bâtir la Côte d'Ivoire, belle, nouvelle et fraternelle », a conclu

Gon Coulibaly depuis Toulepleu aux populations :

# “Ne regardons pas les blessures du passé...”



- Il annonce le bitumage de plusieurs axes de la région
- 90 millions de FCFA pour l'autonomisation des femmes
- Ses hommages à Anne Ouloto
- L'intégralité de son discours

Amadou Gon Coulibaly. Quelques minutes plus tôt, le maire de Toulepleu, Denis Kah Zion avait salué les actions de développement du chef de l'Etat et de son gouvernement. Porte-parole des populations, Alain Jérôme Guidy, chef de canton de Toulepleu, a égrené un chapelet de doléances. Il s'agit entre autres de l'aménagement et l'achèvement du siège de la chefferie traditionnelle ; l'achèvement des travaux de construction des collèges modernes de Pehe et de Tiobly ; le prolongement de l'adduction en eau potable de certaines localités ; la construction du château d'eau de Tiobly et d'un siège pour les associations féminines de Toulepleu ; la création d'un passage pour relier les villages traversés par le bitume ; ou encore l'affectation du sous-préfet de Nezobly. Notons que Toulepleu a réservé un accueil chaleureux et fraternel au Premier Amadou Gon Coulibaly, qui terminera sa visite ce samedi à Duékoué, chef-lieu de la région du Guémon.

**ROSSIGNOL KONAN**



ENLÈVEMENT D'UN DE SES PROCHES A BOUAKE / Les mouvements et associations proches de Guillaume Soro sont depuis le jeudi 3 octobre 2019, inquiétés de « l'enlèvement » d'un des leurs.

## Soro s'en prend au pouvoir Ouattara



Guillaume Soro effectue actuellement une tournée dans les grandes capitales européennes. (Ph DR)

Les mouvements et associations proches de Guillaume Soro sont depuis le jeudi 3 octobre 2019, inquiétés de « l'enlèvement » d'un des leurs. À savoir le coordinateur national du Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (Raci) en charge de la région de Gbêkê, Moctar Diallo, qui aurait été enlevé le même jour, à Bouaké, après avoir pris part à la manifestation de soutien à Mangoua Jacques, Vice-président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc), condamné pour « détention de munitions d'armes de guerre sans autorisation administrative ». Si le Raci, par la voix de son Secrétaire général, Dr Coulibaly Hervé, a condamné cette situation, invitant les autorités publiques à tout mettre en oeuvre en vue de le retrouver promptement, et sain et sauf », le président du Comité politique, Guillaume Soro, n'a pas manqué, lui aussi, de réagir. Dans un tweet posté, vendredi 4 octobre 2019, où il reprenait un article sur cet enlèvement, l'ancien président de l'Assemblée nationale s'en est explicitement pris au pouvoir. « Qu'est-ce que c'est que ça ? Est-ce sous le régime de Ouattara le raffiné ? Qu'est-ce qu'on est différent quand on est au pouvoir ! Le syndrome du persécuté devenu « persécuteur » », s'est indigné le député de Ferkessédougou. Il s'est évertué à relayer progressivement l'évolution de l'affaire sur le même réseau social. Hors d'Abidjan depuis plusieurs mois, Guillaume Soro effectue actuellement une tournée dans les grandes capitales européennes, où il s'entretient avec ses partisans. Après Paris, le 10 août 2019, il est attendu en Espagne, le 12 octobre prochain, pour une autre « crush party ».

**ALASSANE SANOU**



Archibat 2019 / Le salon de l'Architecture et du Bâtiment, qui est à sa 7e édition, a ouvert ses portes le 1er octobre et se refermeront ce samedi 5 octobre, à 17h.

## Des membres du gouvernement découvrent les richesses du Salon



Le salon Archibat a gagné en notoriété d'année en années. (PHOTO : DR).

Le ministre de la Ville, François Albert Amichia et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi, ont effectué une visite le vendredi 4 octobre, dans la matinée, au salon Archibat 2019. Le salon de l'Architecture et du Bâtiment, qui est à sa 7e édition, a ouvert ses portes le 1er octobre et se refermeront ce samedi 5 octobre, à 17h. Le ministre Amichia et son collègue ont visité plusieurs stands tenus par des exposants dont celui de son département. La visite était conduite par le président du Conseil national de l'ordre des architectes de Côte d'Ivoire (CNOA), Abdoulaye Dieng, et le commissaire général du Salon, Ismaël BogaN'guessan. Tous sont venus découvrir les produits, les innovations. Parallèlement aux visites de stands, des panels sur diverses thématiques en rapport avec la construction, l'habitat et l'urbanisme, au rôle des architectes et des autres acteurs du cadre bâti se déroulent à la salle conférences. Dans l'après-midi, ce fut le tour du ministre Claude Isaac Dé, ministre auprès du Premier ministre chargé de la Coordination des Grands projets. Plus que les autres jours, l'affluence a été particulièrement forte ce vendredi après-midi. De nouveaux visiteurs continuant d'affluer à une heure de la fermeture du salon (19h)

**SOURCE: SERCOM**

Commission électorale indépendante / Bédié a-t-il acté la nouvelle CEI ?

## Que devient la mission de boycott du PDCI auprès de la CADHP ?



Dans un communiqué officiel paru hier dans les colonnes d'un confrère de la place. le président du PDCI-RDA, Henri Konan Bédié. a félicité M. Youssouf Bakayoko. ancien président de la Commission électorale indépendante (CEI). qui vient d'être remplacé à son poste par le magistrat Coulibaly Kuibiart. Si ce communiqué de félicitations d'un président de parti à l'endroit d'un de ses militants est tout à fait normal. Youssouf Bakavoko avant été toujours présenté comme militant du PDCI-RDA même si ce parti ne l'a pas du tout ménagé durant ces 9 ans de présence à la tête de cette institution électorale, n'empêche que ce communiqué a un sous-entendu politique plus retentissant qu'il n'en laisse croire. En effet. si le président Bédié consent à féliciter l'ancien président de la CEI parce qu'il s'en va. c'est qu'il reconnaît de façon implicite qu'un nouveau président le remplace à la tête de cette institution. Est-ce une façon implicite pour le président du PDCI-RDA et son parti de reconnaître la nouvelle CEI qu'ils ont tant contestée et vouée aux gémonies ? L'on se souvient que quand commence la bataille autour de la recomposition de la Commission électorale. au regard de l'arrêt de la Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union africaine (UA). c'est la rugosité des positions du PDCI-RDA qui cafouille le débat au niveau national. Là où l'arrêt de la CADHP parle de réformer la Commission centrale de la CEI en tenant compte de la participation de la société civile, le PDCI-RDA et ses alliés de l'opposition. surtout le FPI pro-Gbagho. la coalition EDS et

autres vont plutôt évoquer la question de la remise à plat complète. pour ne pas dire la mise sur pied d'une nouvelle institution électorale. Les positions tranchées du parti septuagénaire, emmené par un Maurice Kakou Guikahué euphorique. vont braquer les discussions entre le gouvernement et les différents partis. On en était même à se demander derrière quoi courait le PDCI-RDA. Conséquence de ce rigorisme. le vieux parti claque la porte aux négociations. suivi par l'opposition politique. Quand le gouvernement Amadou Gon Coulibaly estime avoir assez fait et lance sa réforme devant les 2 Chambres du Parlement [Assemblée nationale et Sénat] pour adoption. le Président Alassane Ouattara la promulgue le 06 août 2019 pour boucler cette affaire. Le Président de la Commission de l'UA, ravi de voir le gouvernement suivre les prescriptions de la CADHP, félicite l'Etat de Côte d'Ivoire. Il n'en fallut pas plus pour le PDCI-RDA et ses alliés de traiter le Tchadien Mahamat Faki de tous les noms d'oïseau.

### QUE DEVIENT LA MISSION DEVANT LA CADHP ?

Désormais. c'est à l'international que le combat autour de la CEI se déporte. Pompeusement, Maurice Kakou Guikahué annonce une mission de l'opposition devant la CADHP à son siège d'Arusha en Tanzanie. Objectif : Contester la réforme actuelle de la CEI initiée par le pouvoir Ouattara. et contre-carrer le gouvernement sur le dossier même de cette réforme de la CEI. Cette mission censée être menée par Me Blessy Jean-Chrysostome. avocat et membre du conseil juridique du PDCI-RDA. part effectivement en Tanzanie. Depuis. l'opinion publique nationale impatiente attend les résultats de cette mission hautement importante. pour ne pas dire si stratégique en terre tanzanienne. Rien ! Que s'est-il passé à Arusha en Tanzanie ? Me Blessy a-t-il été reçu ou pas ? S'il a été reçu. a-t-il été entendu ou pas par la CADHP ? S'il a été éconduit. que lui a-t-on dit véritablement pour que ses mandats ne communiquent pas là-dessus depuis ? Silence radio. Tout porte à croire que cette mission a été un flop retentissant côté opposition. Vu le tintamarre orchestré autour de cette mission à son commencement. la fine bouche qu'on constate à sa fin. déduit que les choses ne se sont pas passées comme on l'a souhaité au départ. Et aujourd'hui. tout se passe comme si le PDCI-RDA avait abandonné son projet de négation de la CEI actuelle. Curieuse manière de faire. surtout que la conséquence de cet abandon de combat. c'est que le PDCI-RDA est absent de la machine électorale de 2020. Absent de la Commission centrale. le vieux parti a toutes les chances d'être absent des

**APRÈS SON NON, NON ET NON !**

**CEI, que devient la plainte du PDCI à la CADHP**

● **Comment l'opposition donne dans l'intox**

commissions locales de la CEI dans les régions, départements et autres sous-préfectures et communes. Sur quoi alors le PDCI-RDA compte pour gagner les élections générales de 2020 ? A dire vrai, c'est plutôt la défaite qui se dessine...

**J. C. M**

Coopération Côte d'Ivoire-Corée

# Le volume des échanges commerciaux encore faible



L'ambassadeur de la Corée (2 e à partir de la dr.) a souhaité l'implantation des entreprises coréennes en Côte d'Ivoire

[Ph. DR]

Lee Sang Ryul, ambassadeur de la République de Corée en Côte d'Ivoire a organisé le jeudi 03 octobre 2019, à Abidjan-Cocody, un dîner en l'honneur des diplomates des autres pays résidant sur le sol ivoirien à l'occasion de la fête nationale de la Corée. Au nombre des invités, le vice-président de la République de Côte d'Ivoire Daniel Kablan Duncan et certains membres du gouvernement. Lee Sang Ryul a précisé que pour ce qui est de la coopération économique et commerciale entre la République de Corée et la Côte d'Ivoire, le volume des échanges commerciaux est encore faible. Indiquant que même si les produits de certaines compagnies coréennes, telles que Hyundai, Kia, Samsung, Lg, sont bien connues des Ivoiriens, il n'y a pas suffisamment d'entreprises coréennes implantées en Côte d'Ivoire. « Pour les entreprises déjà installées, elles ont su montrer leur compétence. C'est le cas du secteur énergétique ou des entreprises coréennes ont dévoilé leur savoir-faire par la construction des centrales thermiques Ciprel IV et Azito III. J'espère que plusieurs autres entreprises coréennes parviendront à s'installer et à se faire connaître des ivoiriens avec leur technologie de pointe», a dit Lee Sang Ryul. Poursuivant, il a indiqué que toutefois, au-delà de la démocratisation politique et du développement économique, la Corée est devenue de nos jours un des pionniers au monde dans les domaines cinématographique, gastronomique et musical. «Le plus important au développement de la Corée était l'éducation, avec à la clé, pour renforcer les compétences du capital humain, la formation professionnelle et l'innovation technologique. Je pense que l'espoir d'un avenir meilleur et prospère repose sur l'éducation», a-t-il conclu.

LANDRY BEUGRE

FILIÈRE CAJOU AFRICAIN / 86 nouveaux experts dans la filière cajou africaine

## Un réseau de 750 experts pour relever le défi de la compétitivité



Les nouveaux experts ont reçu leur diplôme à l'issue de la 3e session. (Ph. Dr)

une maîtrise de la chaîne des valeurs. La formation reçue dans le cadre du MTP permet aux maîtres formateurs d'avoir les leviers pour mieux prendre les virages lorsqu'ils feront face à la complexité. Trois éditions sont prévues en 2020.

**YVES KALOU**

86 nouveaux experts dans la filière cajou africaine. Les participants à la 7e édition du programme de formation de maîtres formateurs pour la promotion de la chaîne de valeur du cajou, organisée par l'Initiative du cajou compétitif (GIZ/ComCashew), ont reçu leur diplôme vendredi 27 septembre 2019, à l'issue de la 3e session qui s'est tenue à Abidjan. A l'occasion, Rita Weindinger, directrice exécutive de ComCashew, a indiqué qu'à ce jour, ce sont 542 formateurs, dont plus d'un tiers de femmes venant de 16 pays, qui ont été formés à travers le MTP. Le nombre devrait s'accroître de 200 d'ici la fin de l'année, avec les graduations prévues les deux prochains mois. « C'est à travers vous que le changement au niveau de la chaîne de valeur pourra se faire ici en Afrique », a indiqué Rita Weindinger aux nouveaux maîtres formateurs auxquels elle a demandé de continuer d'apprendre et de saisir toutes les opportunités pour contribuer au développement de la filière cajou en Afrique. Rita Weindinger a félicité le Conseil du coton et de l'anacarde pour la construction de centre de l'innovation et de l'anacarde de Yamoussoukro. Les Etats, a-t-elle fait savoir, doivent collaborer dans la recherche et la régulation du secteur. Le représentant du directeur général du Conseil coton anacarde, Karim Berté, coordonnateur adjoint du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (P2CA), s'est félicité de la qualité de la collaboration du GIZ, à travers le ComCashew et le MTP, dont la contribution au développement du secteur du cajou africain est essentielle. Le représentant de l'Alliance du cajou africain (ACA) a déclaré qu'il y a un engrenage entre les différentes composantes de la chaîne de valeur du cajou et il faut en profiter pour créer un réseau d'influence qui va impacter le développement de la filière et l'environnement. Toute industrie, affirme-t-il, ne peut se développer que si elle a



CHU DE COCODY / LUTTE CONTRE LE CANCER

# La première cabine d'onco-esthétique de l'Afrique subsaharienne ouverte

Le Centre national d'oncologie médicale et de radiothérapie Alassane Ouattara (Cnrao) de Cocody, a procédé, le jeudi 3 octobre 2019, en collaboration avec la fondation L'oréal, à l'ouverture officielle de la première cabine d'oncologie esthétique (Onco-esthétique) de l'Afrique subsaharienne, au Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody. Avec l'appui de la fondation L'oréal, qui est une structure spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de beauté, cette cabine va aider à lutter contre le cancer, sous toutes ses formes. Elle est uniquement dédiée au traitement du cancer, chez la femme. « Mon objectif est de démontrer aux femmes qui souffrent de cette maladie que le cancer n'est pas synonyme de fin de la vie. Elles doivent comprendre que la vie continue, après le cancer », a indiqué la Directrice générale du Cnrao, Dr Judith Didi Kouko Coulibaly. À l'écouter, « le cancer lui-même et son traitement spécifiquement entraînent de lourds effets secondaires sur le corps (les cheveux qui se coupent, assombrissement de la peau, jaunissement des ongles). Ce sont des choses qui doivent être prises en compte, au même titre que les traitements, spécifiquement, c'est-à-dire la chirurgie, la chimiothérapie, la radiothérapie. C'est très important parce que les personnes qui ont le cancer ont des projets de vie. Il faut les prendre en charge pour les aider à passer ce moment difficile» Présent à cette cérémonie, le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé, a affirmé que cette cabine d'Onco-esthétique donnera une réponse dans la lutte contre le cancer. Il a annoncé la construction d'autres centres, en partenariat avec les États-Unis d'Amérique et la Corée, au grand bonheur de la présidente de la fondation L'oréal Afrique francophone, Miriam Touré.

**HERVÉ KPODION**



FaceReal 1ere édition

# Promouvoir les entreprises par le digital



Le Facereal prépare activement sa première édition qui se tiendra les 29 et 30 Novembre 2019 au Canal au bois (sis à Treichville, Abidjan). Sous le thème « Réseaux sociaux, facteurs de développement économique et social », le Facereal entend promouvoir par le digital, particuliers et entreprises (opérateurs économiques, entreprises, institutions, grandes surfaces, chefs d'entreprise, PME). Ceux-ci verront leurs biens et services exposés et vus mondialement grâce à Internet ce qui bien entendu fera asseoir leur notoriété. Au cours d'une conférence de presse, hier au sein de l'hôtel du district au Plateau, la promotrice de l'évènement inédit et directrice générale de New Event Queen, Gloria Kablan s'est étendue sur ce grand projet auprès de la presse : « La publicité revient relativement chère pour les entreprises. Cet évènement est une aubaine pour elles. Il convient de les sensibiliser à adhérer au digital. De plus, la période choisie est propice (fin d'année) pour un tel évènement car en cette période, il y'a de très belles choses que peuvent présenter les entreprises aux clients et prospects. C'est l'occasion de faire du chiffre et par la même occasion asseoir leur présence sur internet ». Notons que la structure New Event Queen est l'une des premières de la place à penser un tel projet.

**K.B**